



Terrorisme et contre-terrorisme en Europe à l'horizon 2030

Philippe Destatte
directeur général de l'Institut Destrée

Charleroi, 30 novembre 2016

L'analyse qui suit a pu s'appuyer sur un travail de séminaire mené durant l'année académique 2015-2016 avec les étudiant-e-s du cours de Prospective en master professionnel Consultants et chargés d'études socio-économiques à l'Université Paris-Diderot ¹. Ce séminaire portait sur le thème de *Counter-terrorism in Europe 2030, Managing Efficiency and Civil Rights (Le Contre-terrorisme en Europe 2030, Articuler efficacité et droits civiques)*. Trois pays ont été étudiés en comparaison avec la situation française qui servait de référence : le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne. La réflexion s'est construite en quatre phases :

- une approche systémique en tant que diagnostic portant sur le terrorisme en Europe depuis le 11 septembre 2001 : environnement, structure, activité, finalités, évolution ;
- un travail rétrospectif d'identification de trajectoires, de bifurcations et d'alternatives du terrorisme et du contre-terrorisme (2001-2016) ;
- une prospective identifiant les trajectoires, bifurcations et alternatives du terrorisme et du contre-terrorisme (2016-2030) ;
- l'identification d'enjeux sous forme de questions, permettant d'esquisser des futurs souhaitables, des stratégies et d'envisager des actions concrètes.

1. Terrorisme et contre-terrorisme en Espagne

Trois caractères marquent l'histoire du terrorisme en Espagne. D'abord, l'évolution de ce pays depuis la guerre civile (1936-1939) et notamment la mémoire du franquisme, ensuite, la question de l'autonomie des provinces, avec en particulier la question basque, et enfin, la proximité géographique de la péninsule avec l'Afrique.

On sait que la question basque est intimement liée à la guerre civile et qu'elle a pris un tour aigu à partir de 1959 en réaction au processus d'unification des provinces espagnoles enclenché par le Général Franco. L'*Euskadi Ta Askatasuna* (ETA), ce qui signifie "Pays basque et Liberté", commence ses activités comme mouvement nationaliste, indépendantiste et anti-franquiste mais va évoluer rapidement vers une organisation clandestine, marxiste et révolutionnaire. Elle agit par assassinats ciblés depuis 1968, procède à des enlèvements ainsi qu'à des attentats à la voiture piégée, notamment au Pays basque, à Madrid et dans plusieurs grandes villes (notamment à Barcelone où un attentat dans un supermarché, en 1987 tue 21 civils). Depuis le 20 octobre 2011, l'ETA a mis fin à ses actions terroristes ². Elle avait fait plus de 820 victimes parmi lesquelles plus de 340 civils. L'Espagne dispose donc d'une longue expérience de contre-terrorisme dans laquelle il faut distinguer le franquisme (depuis 1939) du retour progressif à la démocratie (à partir de 1975). Une "sale guerre" a été

¹ Merci particulier à Karine Allali, David Beran, Emile Cahen, Clara Chenot, Chloé Covolo, Tiphaine Denis, Manon Dubois, Siham Korny, Julien Leroy, Romain Martellato, Patricia Pierre, Faouzi Rais Ali, Marie-Christine Ramatchandirane, Nabila Zerkak pour leur forte implication dans ce travail. - Cette conférence a été présentée au CAL Charleroi à Châtelet le 30 novembre 2016.

² L'ETA annonce la fin de son action armée, dans *Le Monde.fr*, 20 octobre 2011.

http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/10/20/eta-annonce-la-fin-de-son-action-armee_1591629_3214.html

menée marquée par l'exécution de centaines de membres de l'ETA, des milliers d'incarcérations et des tortures.

Le 16 mars 2003, sur la base militaire de Lajes (Açores), la décision du Premier ministre Jose Maria Aznar d'intervenir en Irak aux côtés du Président US Georges Bush et du Premier ministre britannique Tony Blair a constitué un revirement en termes de politique étrangère. Cette décision est fondée sur la doctrine "des actions par anticipation" qu'il applique à l'égard du terrorisme, et est probablement aussi nourrie par la tentative d'attentat dont le chef du Gouvernement espagnol a été l'objet de la part de l'ETA en 1995³. Le Premier ministre espagnol, José Maria Aznar, a profité du climat nouveau qui s'est développé après le 11 septembre pour promulguer des lois anti-terroristes et anéantir non seulement l'ETA mais toute organisation basque considérée comme militante. Les suspects ont été tenus au secret et des journaux de langue basque forcés de fermer⁴.

Un lien entre cet engagement de l'armée espagnole dans la *Coalition des volontaires (The Coalition of the Willing)* a été établi avec les attentats coordonnés menés à Madrid / Atocha dans des trains de banlieue, le 11 mars 2004 (191 morts et 1.858 blessés), à l'initiative d'Al-Qaïda⁵. La cellule terroriste clandestine y avait été établie dès 1994 par Abou Moussab al-Souri, un des principaux stratèges du djihad mondial⁶. Ces attentats ont débouché sur un accroissement des mesures anti-terroristes, tant au niveau national que dans la coopération internationale, en particulier la création du *Centro Nacional de Coordinación Antiterrorista* (CNCA) (2004) intégré depuis avec le *Centro de Inteligencia Contra el Crimen Organizado* (CICO) dans le *Centro de Inteligencia contra el Terrorismo y el Crimen Organizado* (CITCO), fondé en 2014. En 2011, un protocole de collaboration a également été signé entre la Sécurité intérieure et les communautés autonomes de Catalogne, du Pays basque et de Navarre, afin de mieux coordonner les mesures à prendre en matière de police. Des accords spécifiques de collaboration dans le domaine du renseignement ont également été pris au niveau international, notamment avec la France, le Maroc et les Etats-Unis.

3 Isaias BARRENADA, Iván MARTIN, José Antonio SANAHUJA, *L'Espagne et la guerre en Irak*, dans *Critique internationale* 2/2004, n° 23, p. 9-21.
www.cairn.info/revue-critique-internationale-2004-2-page-9.htm.

4 Ewan MacASKILL and Richard NORTON-TAYLOR, *From Bali to Madrid, attackers seek to inflict ever-greater casualties. Experts warn that ETA's new generation of activists may take al-Qaida as a role model*, in *The Guardian*, 11 March 2004. <https://www.theguardian.com/world/2004/mar/12/alqaida.spain>

5 Fernando REINARES, *Matados!*, *Quién estuvo detrás del 11-M y por qué se atentó en España*, Madrid, Galaxia Gutenberg, 2014.

6 Brynjar LIA, *Architect of Global Jihad: The Life of Al-Qaeda Strategist Abu Mus'ab Al-Suri*, New York, Columbia University Press, 2008. - Jim LACEY ed., *A Terrorist's Call to Global Jihad: Deciphering Abu Musab al-Suri's Islamic Jihad Manifesto*, Annapolis, Naval Institute Press, 2008.

Contre-terrorisme en Europe 2030 Espagne (Prospective)



Le travail prospectif, préparé pendant le séminaire d'intelligence collective que j'ai organisé à l'Université Paris-Diderot a considéré deux événements majeurs depuis le temps présent jusqu'en 2030. D'une part, une panique de niveau national, provoquée vers 2022 par une émission TV organisée par des hackers qui ont élaboré un plan pour occuper les ondes. En piratant des stations de télévision et en diffusant une vidéo de propagande menaçant le gouvernement espagnol, ils ont réussi à créer une réelle panique en Espagne. Cette mise en évidence d'une brèche majeure dans la sécurité des communications espagnoles provoque une perte de confiance dans les institutions démocratiques et installe un climat de peur et d'insécurité. La bifurcation ouvre la voie à un contrôle des médias par le gouvernement espagnol tout en assurant l'information légitime nécessaire en démocratie. C'est pourquoi, une charte fut signée par tous les médias avec l'objectif de renforcer les protocoles de sécurité. Dans le même temps, le gouvernement décide de supprimer unilatéralement les mouvements de monnaies à l'intérieur du pays dans le but de combattre toute source de financement du terrorisme. D'un autre côté, aux environs de 2025, les terroristes lancent une attaque massive sur l'aéroport de Madrid Barajas. Utilisant à la fois des complicités internes, l'arrivée d'un vol camouflé (sur le modèle de l'Opération Thunderbolt lancée par les Israéliens à Entebbe en 1976), avec des combattants utilisant des lance-rockets ainsi que des voitures et camions piégés en provenance de l'extérieur, Daesh crée un véritable chaos et tue des milliers de militaires et de civils dans l'aéroport, détruisant des dizaines d'avions et quelques terminaux. Cet événement majeur crée une atmosphère lourde en Espagne et en Europe, faite de peur et de méfiance envers les institutions. L'effet principal de l'attaque massive sur l'Aéroport Barajas fut l'initiative, prise par le gouvernement espagnol et appuyée par la Commission européenne, de créer une Union méditerranéenne de la Défense, fondée notamment avec la France, l'Italie, le Maroc, la Lybie, la Turquie en 2028.

2. Terrorisme et contre-terrorisme au Royaume-Uni

Entre la Deuxième Guerre mondiale et 2005, l'attentat de Birmingham (*Birmingham Pub bombings*) du 21 novembre 1974, est connu comme le plus sanglant (21 morts, 182 blessés), avec l'explosion du vol 103 de la Pan Am au-dessus de Lockerbie (1988). Cet événement illustre bien le fait que le Royaume-Uni a été confronté, avec la question irlandaise, à un terrorisme d'une ampleur exceptionnelle, même si le terme est ici aussi controversé. Ces affrontements trouvent leurs racines dans le conflit d'indépendance de l'Irlande au début du XX^{ème} siècle, le traité anglo-irlandais de 1921 permettant la création de l'Irlande du Nord, et dans la guerre civile irlandaise de 1922-1923. Un premier attentat à l'initiative de l'*Irish Republican Army* (IRA) a lieu sur le sol britannique, à Liverpool, en 1920. D'autres suivront en très grand nombre, de 1939 à 1941⁷. Les *Troubles* sont particulièrement vifs entre 1968 et 1985 (Accords de Hillsborough), pendant lesquels *IRA officielle* et *IRA provisoire* affrontent les Irlandais loyalistes à la Couronne et les troupes britanniques. Plus de 3.500 personnes sont tuées parmi lesquelles près de 2.000 civils et plus de 500 soldats britanniques. Le conflit débouche sur un processus de dévolution des pouvoirs et sur de nouveaux accords – Accords dits du Vendredi saint –, en 1998, qui mènent jusqu'à 2016 à une certaine pacification, encore fragile. Depuis cette époque, une organisation appelée "*Real IRA*" (*RIRA*) a rejeté le processus de paix de l'Irlande du Nord et développé des activités paramilitaires violentes dans les districts républicains de Belfast Ouest. RIRA est connue pour être responsable de l'attentat à la bombe qui a tué 29 personnes à Omagh le 15 août 1998. Elle a aussi revendiqué la mort de deux soldats britanniques abattus à Massereene Barracks, le 7 mars 2009.

Au delà de la militarisation de la réponse britannique à ces événements, ceux-ci ont permis au gouvernement et à l'administration de sa Majesté de développer et d'expérimenter un arsenal législatif, juridique, de renseignement et d'action considérable. On peut, à ce titre se référer aux *Prevention of Terrorism Acts* qui établissent régulièrement les modalités d'action à l'égard des organisations proscrites, des personnes écartées du pays, de la poursuite des contributeurs en ressources au terrorisme, les modalités d'arrestation et de détention, les mesures de renseignement et de protection⁸.

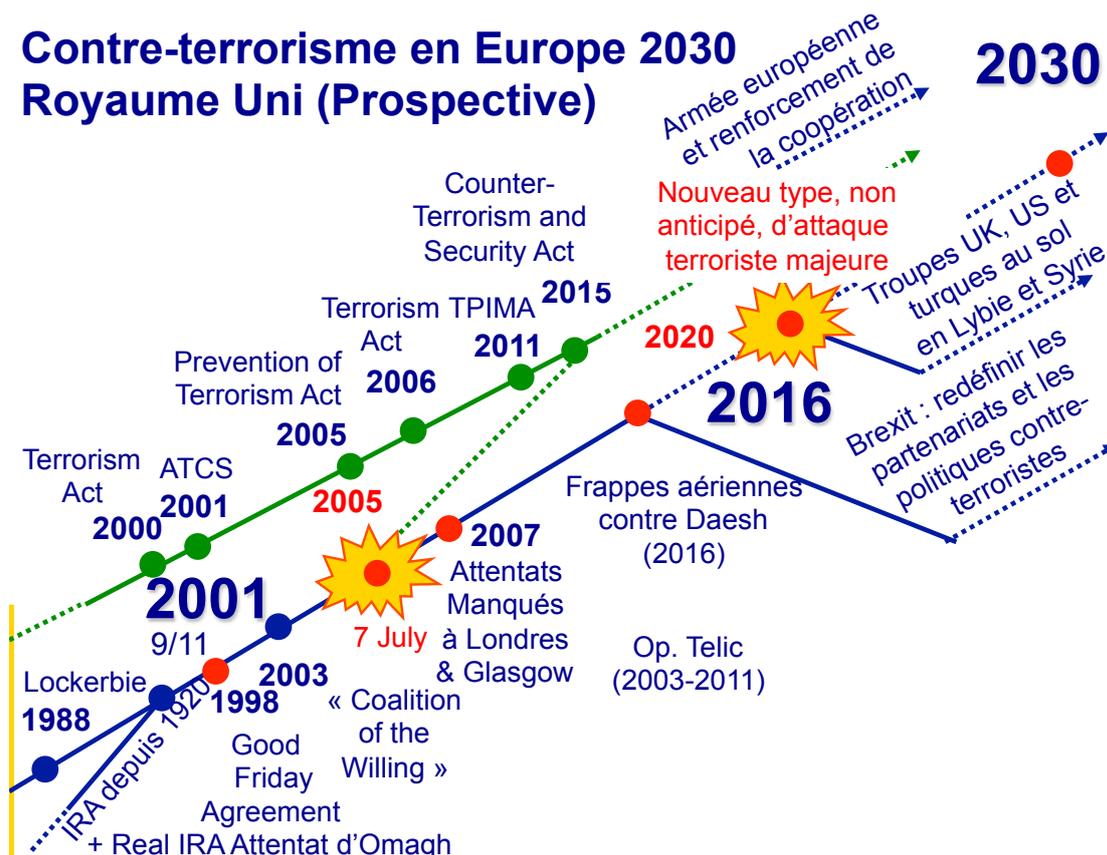
Au delà des mesures prises à l'encontre de l'IRA, le développement d'un terrorisme international a encore renforcé ces dispositifs au fur et à mesure des événements. Ainsi en est-il de la destruction du Boeing 747, en provenance de Francfort et à destination de Detroit qui fit 270 morts, le 21 décembre 1988, parmi lesquels 11 habitants de Lockerbie où l'avion s'est écrasé en Ecosse, après avoir fait escale à Heathrow. Cet attentat est attribué aux services libyens, voire au Colonel Khadafi lui-même, et entraîne un embargo international de la Lybie dès 1992.

⁷ Voir notamment John BOWYER BELL, *The Secret Army, The IRA 1916-1979*, Dublin, The Academy Press, 1979.

⁸ Par exemple : *Prevention of Terrorism Act 1989*, Celui-ci définit d'ailleurs le terrorisme : "*terrorism means the use of violence for political ends, and includes any use of violence for the purpose of putting the public or any section of the public in fear*" (p. 14). Cette définition a évolué en fonction des années, en intégrant notamment la notion, plus controversée, de menace.

http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1989/4/pdfs/ukpga_19890004_en.pdf

Contre-terrorisme en Europe 2030 Royaume Uni (Prospective)



L'autre défi majeur a été celui de l'islamisme. Le choc est grand en effet lorsque, le 7 juillet 2005 matin, quatre jeunes Britanniques d'origine pakistanaise commettent des attentats-suicides dans deux rames et une station de métro, ainsi que dans un autobus, à Londres, faisant 56 morts et 700 blessés. Le nom du Syrien d'Al-Qaïda, Abou Moussab al-Souri, est à nouveau cité comme organisateur potentiel de ces attentats ⁹. Le *Terrorist Act 2006* va dès lors amender l'*Intelligence Services Act* de 1994 et le *Regulation of Investigatory Powers Act 2000* ¹⁰. De 2003 à 2011, plus de 45.000 soldats du Royaume Uni furent déployés en Iraq par le biais de l'Opération Telic. La crise économique de 2007 et la politique d'austérité ont accentué les inégalités sociales et entretenu un environnement social tendu : faible redistribution des revenus, développement du sous-emploi (principalement chez les jeunes), accentuation de la pauvreté et de l'insécurité. Depuis 2011, les Républicains dissidents (DR) ont mené certaines actions en Irlande du Nord. Le 12 février 2015, le *Counter-Terrorism and Security Act 2015* arrivait au bout de son parcours législatif entamé en février 2014. La Secrétaire d'Etat du Home Department, Theresa May, qui le porte avec l'appui du Premier ministre, indiquait le 2 décembre 2014, qu'il s'agissait de faire face à la menace d'un terrorisme devenant sérieux, croissant, plus que jamais complexe et divers (*ever-more complex and diverse*) ¹¹.

9 Al-Souri a démenti formellement toute implication dans l'attentat à la bombe du métro. B. LIA, *op. cit.*, p. 340-341.

10 *The Terrorist Act 2006*, <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2006/11/contents> - En 2000, des attaques terroristes ont échoué à Londres et à Glasgow.

11 *We are engaged in a struggle against terrorism which is being fought on many fronts and in many forms, so our response must be comprehensive, coherent and effective. Since April 2010, in Great Britain, more than 800 people have been arrested for terrorism-related offences, more than 210 have been charged, and more than 140 have been successfully prosecuted. Only last week, Mohammed and Hamza Nawaz became the first Britons to be jailed for terrorist training in Syria, and we have outlawed groups linked to terrorist attacks in Syria, Iraq and Egypt.* <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmhansrd/cm141202/debtext/141202-0002.htm#14120262000001>

Les futurs possibles apportés dans le cadre de la prospective sont les suivants. Depuis 2016, le Brexit aurait ouvert la voie à la redéfinition de nouveaux partenariats et de nouvelles politiques en matière de contre-terrorisme, principalement avec les pays du Commonwealth. 2020 verrait survenir une nouvelle espèce, non anticipée, d'attaque terroriste majeure (par exemple, une attaque chimique menée à Londres depuis un bateau flottant sur la Tamise, une attaque surprise dans le tunnel sous la Manche, une prise de contrôle de la centrale nucléaire Sizewell-B dans le Suffolk, etc.), avec comme conséquence l'envoi massif de troupes anglaises, américaines et turques en Lybie et en Syrie. De plus, à côté du processus du Brexit, le Royaume Uni apparaîtrait davantage impliqué dans un renforcement de la coopération armée avec les Etats-Unis.

3. Terrorisme et contre-terrorisme en Allemagne

Les relations de la République allemande avec le terrorisme sont marquées par plusieurs facteurs déterminants : d'abord, le long éloignement de l'Allemagne de la politique internationale et des champs de bataille depuis la Seconde Guerre mondiale, avec en particulier le fait que, grande puissance économique et militaire, elle n'est pas membre permanent du Conseil de Sécurité ; ensuite, son rôle particulier dans la Guerre froide avec les tensions qui y ont été liées, en particulier dans le domaine du renseignement, y compris l'affrontement avec des groupes révolutionnaires terroristes comme la Fraction Armée rouge ; enfin, une immigration très importante, depuis les années 1950, de populations turques (plus d'1.500.000 établis), polonaises et italiennes, ainsi qu'une réelle volonté d'accueil (1 million de réfugiés arrivés en 2015 parmi lesquels 400.000 Syriens et 150.000 Afghans). Un nouveau code de la nationalité, permettant le double passeport, a été voté en 2014.

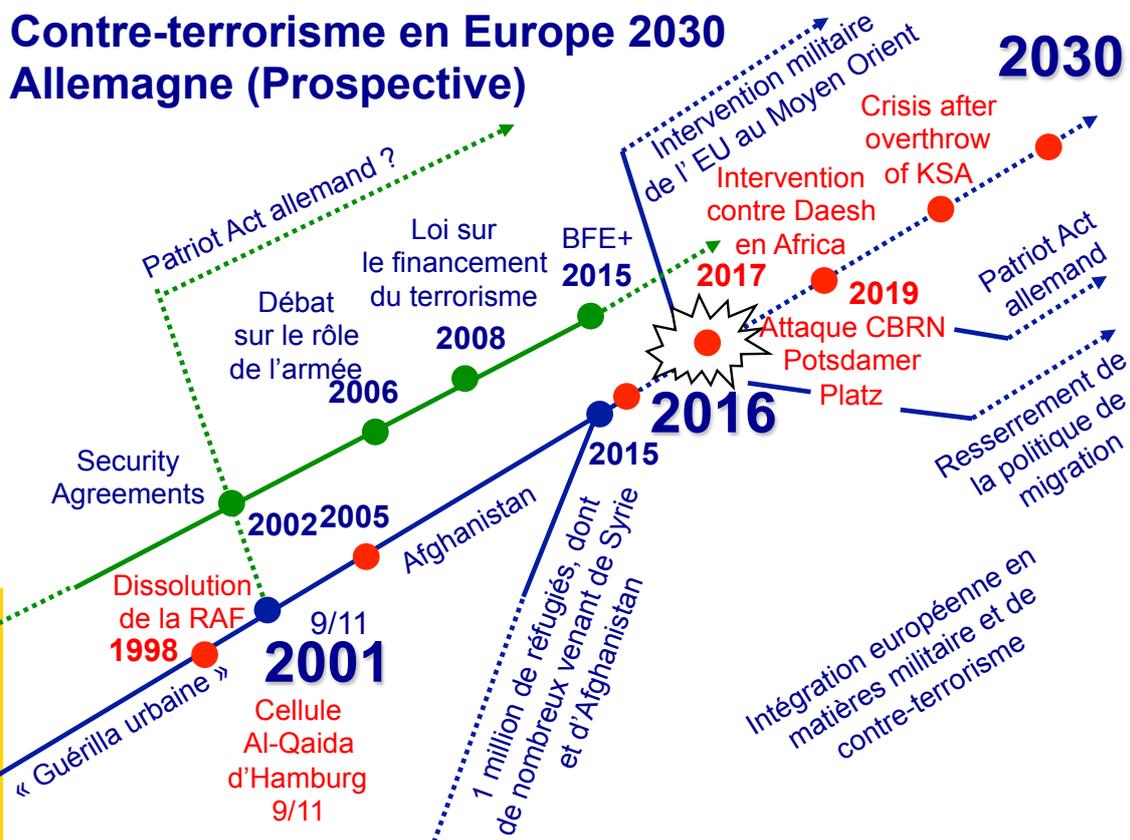
L'Allemagne dispose également d'une certaine expérience en matière de lutte contre le terrorisme. Dès avril 1968, la *Rote Armee Fraktion* (RAF), d'inspiration maoïste, s'est constituée en République fédérale d'Allemagne à l'initiative d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et surtout Ulrike Meinhof. C'est probablement le contexte de répression dans lequel se développe le mouvement étudiant allemand – que l'on songe à la mort de Benno Ohnesorg ou à l'attentat contre Rudi Dutschke – qui radicalise certains militants et encourage leur passage à l'action directe. Formés dans les camps palestiniens, les militants de la RAF vont multiplier les assassinats et les prises d'otages avant d'être incarcérés. La plupart des leaders historiques se donnent la mort en 1976 et 1977 à la prison de Stuttgart-Stammheim. Parmi les victimes de ces terroristes, on recense de nombreux magistrats ainsi que le président de la Fédération du patronat et de l'industrie de la République fédérale allemande, Hanns Martin Schleyer, retrouvé assassiné le 19 octobre 1977, après un enlèvement violent et 43 jours de captivité¹². On a mis aussi à leur actif plusieurs attentats contre l'OTAN, en particulier contre le Général Alexander Haig, en Belgique en 1979, ainsi que du QG de la base de l'US Air Force à Ramstein, en 1981.

Ce sont ces événements, mais aussi les difficultés de réponses opérationnelles rencontrées lors de la prise d'otages des Jeux olympiques de Munich, en 1972, qui ont permis aux Allemands de développer des capacités contre-terroristes, notamment le GSG9, unité d'intervention spécialisée de la police. Lors de la prise d'otages du 5 septembre 1972, 11 athlètes israéliens et 1 policier ouest-allemand avaient été tués par des membres de l'organisation terroriste palestinienne Septembre noir, dans un contexte médiatique exceptionnel. Au niveau européen, ce massacre a induit la

12 Ulrike Meinhof (1934-1976), dans *Encyclopaedia Universalis*, Vol. 27, Thesaurus, p. 2953, Paris, 2002.

création du Groupe TREVI ¹³ avec l'objectif de combattre le terrorisme par une coopération formée de douze ministres de la Justice et de l'Intérieur et de leurs services (1976).

Il existe une sorte de continuité temporelle dans la menace lorsque l'on considère la fin de la *guérilla urbaine* en 1998 et l'implantation, la même année, de la cellule de Hambourg d'Al-Qaïda qui va contribuer aux attentats du 11 septembre 2001 ¹⁴. L'implication croissante des troupes allemandes dans la guerre contre le terrorisme et les centaines de milliers de réfugiés venant de Syrie ou d'Afghanistan ont accru la menace d'attentats terroristes en Allemagne. Le travail prospectif a identifié comme possible bifurcation une attaque CBRN majeure Postdamer Platz à Berlin en 2017. Cette attaque mettrait fin à la politique d'immigration, provoquerait une intervention militaire contre Daesh en Afrique en 2019, aux côtés de l'armée française et également la mise en œuvre, en 2019, d'un strict *Patriot Act* allemand sur le modèle de celui des États-Unis. Ces événements mettraient fin à une prudence allemande en matière de relations internationales avec, comme conséquence, une forte implication de la République allemande dans les crises qui allaient suivre le renversement du Royaume d'Arabie saoudite en 2018.



4. Le terrorisme et le contre-terrorisme au niveau européen

13 TREVI, acronyme de "Terrorisme, Radicalisme, Extrémisme et Violence internationale). Il a été formalisé au Conseil de Luxembourg du 29 juin 1976. A cette époque, INTERPOL n'était pas en mesure d'assister les pays européens à faire face au terrorisme.

14 Marc SAGEMAN, *Understanding Terror Networks*, p. 103-107, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2004.

Ces premières expériences de coopération organisées par le Groupe TREVI et l'appel du Chancelier Helmut Kohl en 1991 en vue de la création d'un FBI européen ont permis les initiatives pour la création d'un bureau central de recherche criminelle au niveau européen ¹⁵. L'Office européen de Police (EUROPOL) a été créé dans le cadre du Traité de Maastricht de 1992 qui a fait de la Justice et des Affaires intérieures un des trois piliers de l'Union européenne. L'article K1 (9) du Traité dispose que les membres de l'Union doivent considérer comme matières d'intérêt commun *la coopération policière en vue de la prévention et de la lutte contre le terrorisme, le trafic illicite de drogue et d'autres formes graves de criminalité internationale, y compris, si nécessaire, certains aspects de coopération douanière, en liaison avec l'organisation à l'échelle de l'Union d'un système d'échanges d'informations au sein d'un Office européen de police (Europol)* ¹⁶. Après ratification par les Etats-membres, le Traité a pris ses effets le 1er octobre 1998. Entretemps, et compte tenu de la mise en œuvre des Accords de Schengen sur l'abolition des frontières intérieures (1985 et 1990), le nouveau Traité d'Amsterdam a donné à Europol un rôle central dans la coordination de la coopération policière dans l'Union. Le Conseil européen tenu à Tampere en 1999 a appelé à la mise en place *sans délai, d'équipes communes d'enquêtes, [...] dans un premier temps, pour lutter contre le trafic de drogue et la traite des êtres humains, ainsi que contre le terrorisme*. Le Conseil a également décidé de mettre en place Eurojust ¹⁷ pour améliorer la coopération judiciaire, ainsi qu'une Task Force des Responsables de la police européenne pour coordonner l'action policière à un niveau opérationnel ¹⁸. Les tâches confiées à Europol sont décrites dans sa *Convention : facilite l'échange d'informations entre les États membres ; rassemble et analyse les informations et les renseignements ; communique, par l'intermédiaire des unités nationales, aux services compétents des États membres les informations les concernant et les liens constatés entre des faits délictueux ; facilite les enquêtes dans les États membres ; gère des recueils de données informatisés* ¹⁹.

Sachant que, en 2001, le terrorisme était la quatrième priorité d'Europol, à la suite de la contrefaçon de monnaies (en particulier l'euro), le trafic de drogue et les crimes contre les personnes, après le 11 septembre, le contre-terrorisme est devenu la priorité la plus élevée. Ainsi, la CT Task Force rassemble des experts et des officiers de liaisons entre les services de police et de renseignement des Etats-membres. Cette priorité fut maintenue en 2003. En 2004 cependant, le trafic de drogue et l'immigration illégale, incluant le trafic d'êtres humains ont constitué les premières priorités. Après les attentats du 11 mars en Espagne, la CT Task Force a dû être réactivée ²⁰. Jusqu'en 2005, le Système d'Information (IS) d'Europol, opérationnel dès 2002, était limité aux informations et renseignement relatifs à la contrefaçon de l'euro ²¹.

Quittant son poste peu après le massacre de Madrid en 2004, le directeur d'Europol Jürgen Storbeck interpella le Conseil et se plaignit du manque de ressources disponibles pour son ancienne organisation ²². En 2008, le réseau de communication d'Europol connecte tous les Etats membres et fournit un accès à tous les services de gestion de l'information et du renseignement d'Europol.

15 *Europol, Birth of an idea*, Europol, 2016. <https://www.europol.europa.eu/content/page/history-149>

16 COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION, *Treaty on European Union, 7 February 1992*, p. 131-132, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 1992. http://europa.eu/eu-law/decision-making/treaties/pdf/treaty_on_european_union/treaty_on_european_union_en.pdf - *Traité sur l'Union européenne*, Maastricht, 7 février 1992, p. 101.

17 Eurojust a été fondé en 2002. Sa mission consiste à renforcer la coopération entre une Europe élargie en matière d'affaires de justice criminelle en augmentant l'efficacité des autorités compétentes dans les Etats-membres par la recherche et la poursuite de ceux qui commettent au niveau transfrontalier des crimes organisés. *Europol*, 2009, p. 35. - http://www.europarl.europa.eu/summits/tam_fr.htm

18 *Europol, Birth of an idea...*

19 *Convention (1998), Article 3, Ibidem*, p. 27.

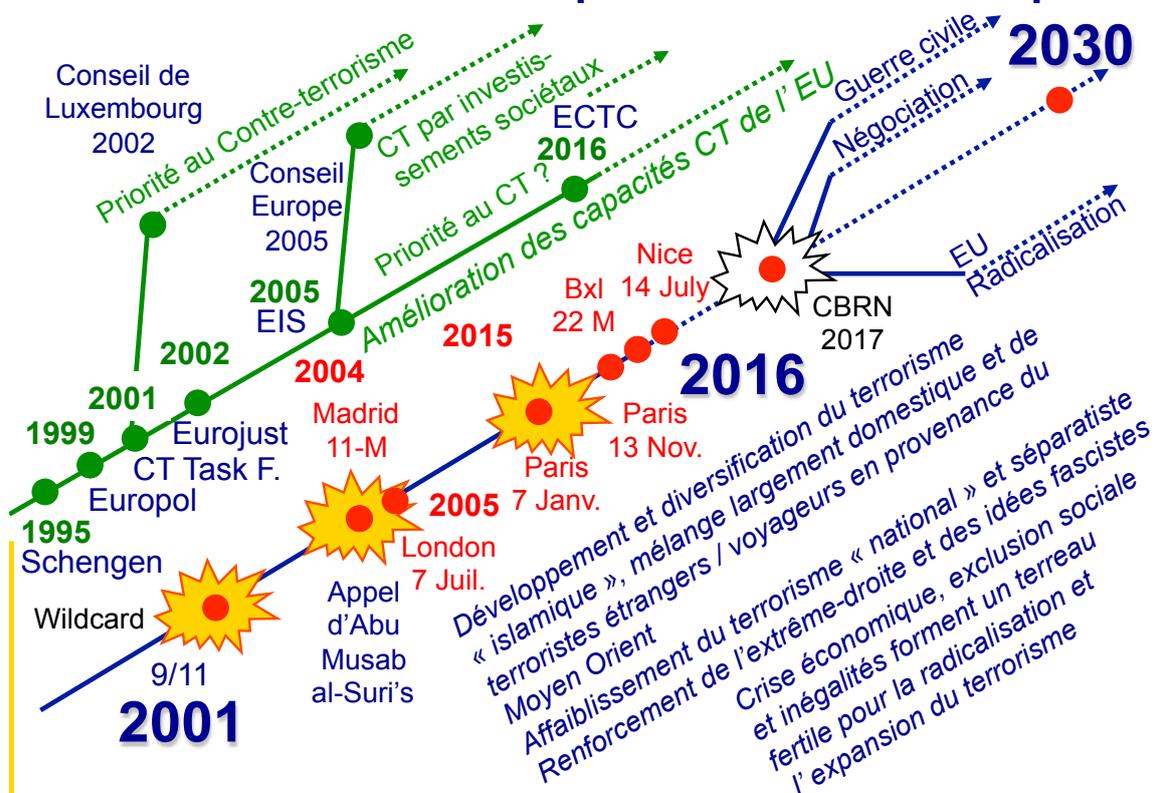
20 *Ten Years of Europol, 1999-2009*, p. 24-25, The Hague, Europol, 2009.

21 *Ten Years of Europol...*, p. 30.

22 Wyn REES, *Transatlantic-Counter Terrorism, The New Imperative*, p. 167, London & New York, Routledge, 2006.

Par leur dimension internationale, les attaques du 13 novembre 2015 à Paris indiquaient un changement de direction de la part de l'*Etat islamique* autoproclamé. C'est pour contrer ce types d'attaques menées dans le style des forces spéciales que les ministres européens de la Justice et des Affaires intérieures ont décidé d'accroître la capacité de l'Union européenne. Ainsi, en janvier 2016, ils ont fondé le Centre européen de Contre-terrorisme (ECTC) dans le but de renforcer les efforts collectifs de l'Union pour combattre le terrorisme. ECTC est un *hub* central d'information renforcé par lequel les Etats-membres peuvent accroître le partage d'informations et la coordination opérationnelle. Avec une équipe de plus de 40 agents, ECTC est une partie constituante du Département Opérations d'Europol, sous le commandement général de son directeur ²³.

Contre-terrorisme en Europe 2030 - Niveau européen



Si nous essayons d'anticiper une bifurcation ou une *wildcard* dans les prochaines décennies, nous pouvons, comme Europol l'a fait, être effrayés par une attaque au moyen d'une arme majeure de nature chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN) rendue possible par l'ouverture des routes en provenance des anciens stocks irakiens ou syriens. Après un événement de cette nature, la trajectoire principale de l'Union européenne pourrait se poursuivre par une amélioration progressive des capacités contre-terroristes européennes, par des réponses - étapes par étapes, attaques après attaques - au défi commun que constitue le terrorisme. Après la bifurcation, on peut également imaginer une radicalisation institutionnelle européenne, avec une forte implication dans la guerre contre le terrorisme, une réduction des libertés démocratiques, ainsi qu'une saturation des villes européennes, du Moyen Orient et d'Afrique par des soldats provenant de l'Union. On peut également imaginer que le scénario djihadiste d'une guerre civile entre citoyens européens se réalise... Il

²³ Europol's European Counterterrorism Centre strengthens the EU's response to terror, The Hague, 25 January 2016. <https://www.europol.europa.eu/content/ectc>

existe aussi un chemin difficile que la prospective a mis en évidence : la trajectoire de l'identification de la demande sociale ou géopolitique des organisations terroristes et de leurs soutiens et, consécutivement, l'ouverture de négociations avec des représentants de ces organisations. De nombreux exemples dans l'histoire du terrorisme montrent que ce type de négociations était impensable à certaines périodes et que, finalement, elles sont devenues possibles. Par exemple, ce fut le cas, comme nous l'avons vu, avec l'IRA, l'ETA et l'OLP.

En novembre 1999, faisant face aux enjeux considérables de la fin des Guerres des Balkans et de la préparation de l'élargissement de l'Europe en 2004, Europol et la Commission européenne ont essayé de définir une nouvelle approche en vue de combattre le crime organisé, en ce compris le terrorisme. Europol notait alors que, au moment même où ses services devenaient pleinement opérationnels, la répression seule n'était pas suffisante pour prévenir et réduire le crime organisé²⁴. Dès lors, les responsables d'Europol ont réuni un forum en rassemblant des officiels et des experts du secteur de l'application de la loi, du système de la justice criminelle, du monde académique, de l'administration publique et du secteur privé. Ce moment peut être vu comme la première étape vers une stratégie de prévention du crime en Europe. Le forum conclut qu'une politique globale de prévention du crime doit être basée sur une approche pluridisciplinaire et doit englober des mesures cohérentes et complémentaires aux niveaux local, national et international²⁵.

5. Quelques enjeux de long terme identifiés dans l'exercice de prospective

Le but de la construction de trajectoires, de l'utilisation de la méthode des bifurcations, de même que de la construction des scénarios consiste à identifier des enjeux de long-terme, en vue, dans un second temps, d'y répondre tout en essayant d'atteindre la vision que nous avons d'un futur souhaitable commun et collectif.

Parmi les enjeux identifiés, j'en ai sélectionné sept qui sont transversaux et peuvent être pertinents pour préparer quelques conclusions.

1. Comment les institutions de l'Union européenne pourraient-elles anticiper les initiatives et mesures de contre-terrorisme qu'elle décident généralement après les actions terroristes, sachant que chaque attaque ouvre le cône des futurs possibles ?
2. Comment les Européens peuvent-ils équilibrer les nécessités humanitaires et économiques envisagées pour accueillir les réfugiés et les migrants avec la détection et le contrôle du flux de terroristes en vue d'empêcher l'introduction d'armes CBRN ?
3. Puisqu'on considère que les progrès de l'éducation sont un point-clef pour résoudre la question du terrorisme, comment pourrions-nous réellement aider à améliorer les systèmes éducatifs tant en Europe que dans les pays en développement ?
4. Comment pourrions-nous élaborer une conception des droits humains et de la démocratie qui puisse prendre formes diverses compte tenu des différentes cultures et niveaux de développement des populations dans le but d'éviter d'imposer nos propres modèles au monde entier ?

²⁴ *Ten Years of Europol...*, p. 22.

²⁵ *Ibidem*.

5. Comment les coalitions anti-terroristes peuvent-elles détruire les appuis du terrorisme dans les différents pays du Moyen Orient et de la Méditerranée sans créer davantage de frustrations et de désir de revanche ni inspirer de nouvelles vocations ?

6. Comment la société européenne dans son ensemble, y compris les acteurs du monde médiatique, des réseaux sociaux et des décideurs politiques, peut-elle s'impliquer dans un pacte commun visant à éviter de propager de la publicité et de glorifier les terroristes qui commentent des crimes ?

7. Puisque la majorité de nos gouvernements s'engagent finalement dans des négociations avec la plupart des groupes terroristes contre lesquels ils ont combattu, en dépit du fait qu'ils avaient juré qu'ils ne discuteraient jamais avec eux, sur quelle base pourraient-ils ouvrir une plateforme de dialogue avec les groupes djihadistes ?

Ce dernier enjeu est déterminant car il nous ouvre la voie d'une réponse réelle au terrorisme, même si il ne semble pas sur la table aujourd'hui. Cela le rend, me semble-t-il, particulièrement pertinent.

Certes, il ne s'agit pas d'aliéner nos valeurs ou nos conceptions du monde, ni de cesser de nous protéger ou de nous défendre. Il s'agit de nous rappeler que le dialogue constitue le fondement de la civilisation. Le choix, finalement, entre la guerre et la paix.